

■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 3^e trimestre 2011

À la fin du troisième trimestre 2011, la dette publique s'établit à 1 688,9 milliards d'euros

Avertissement : la dette trimestrielle étant fondée sur une source d'information directe moins complète que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

La seule observation de l'évolution de la dette en cours d'année ne permet pas de présager celle du déficit public. Pour passer de la dette au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et de celle des autres comptes financiers à payer et à recevoir.

La dette publique diminue de 3,6 milliards d'euros au 3^e trimestre 2011...

A la fin du troisième trimestre 2011, la dette publique de Maastricht s'établit à 1688,9 Md€, en diminution de 3,6 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du PIB, elle se situe approximativement à 85,3%, en diminution de 0,9 point par rapport au trimestre précédent. En revanche, la dette nette progresse de 27,4 Md€.

...sous l'effet d'un désendettement des administrations centrales...

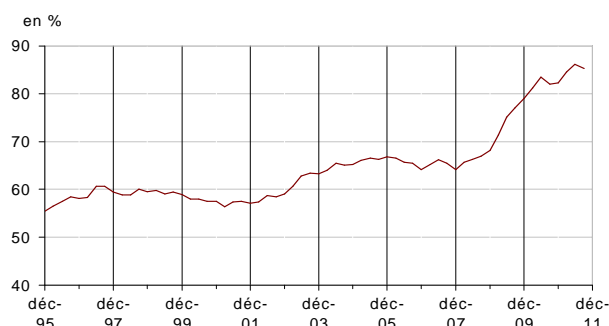
La contribution de l'État à la dette publique diminue de 8,4 Md€ au troisième trimestre grâce à une forte contraction de la trésorerie (-36,5 Md€) qui avait été accumulée au cours du premier semestre 2011 : l'État réduit son endettement en titres de créances à long terme (-18,8 Md€) plus qu'il n'accroît son encours de titres de créance à court terme (+6,9 Md€). La contribution des organismes divers d'administration centrale est par ailleurs stable (+0,1 Md€).

La contribution des administrations publiques locales diminue légèrement (-0,9 Md€), suivant un profil proche de celui observé lors des troisièmes trimestres des années précédentes.

...alors que la dette des administrations de sécurité sociale progresse

La contribution des administrations de sécurité sociale progresse de 5,6 Md€. La Cades s'endette de 4,1 Md€, dont 4 Md€ au profit du régime général. Les hôpitaux s'endettent de 0,6 Md€, le régime agricole de 0,4 Md€. Quant à la dette de l'Unedic, elle se stabilise (+0,1 Md€).

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB (*)



La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en Mds€)

	2010T3	2010T4	2011T1	2011T2	2011T3
Ensemble des adm. publiques	1575,0	1591,2	1646,1	1692,5	1688,9
en point de PIB (*)	82,1%	82,3%	84,5%	86,2%	85,3%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1238,1	1245,0	1286,5	1339,1	1330,7
Organismes divers d'adm. Centrale	16,4	15,0	11,9	10,7	10,8
Administrations publiques locales	149,5	160,6	156,5	153,8	152,9
Administrations de sécurité sociale	171,0	170,6	191,2	189,0	194,6
dont, par instrument :					
Dépôts	22,3	23,0	26,4	28,2	31,0
Titres négociables	1341,9	1346,6	1406,7	1467,0	1457,2
<i>court terme</i>	258,4	238,7	243,8	254,4	266,8
<i>long terme</i>	1083,5	1107,9	1162,9	1212,5	1190,5
Crédits	210,7	221,6	213,0	197,4	200,6
<i>court terme</i>	31,8	27,9	26,9	9,9	12,3
<i>long terme</i>	179,0	193,7	186,1	187,4	188,4

Source : Comptes nationaux base 2005 - Insee, DGFIP, Banque de France

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

(*) voir la note méthodologique simplifiée

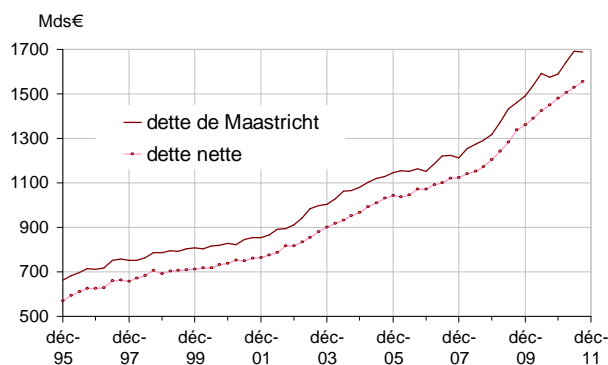
La dette publique nette continue d'augmenter

Au troisième trimestre 2011, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 555,3 Md€ (soit *approximativement* 78,6 % du PIB contre 77,8 % au trimestre précédent), en progression de 27,4 Md€ par rapport au trimestre précédent. L'écart de 31,0 Md€ entre cette hausse de la dette nette et la baisse de 3,6 Md€ de la dette brute traduit notamment la forte diminution de la trésorerie de l'État (-36,5 Md€), alors que la détention des actifs hors trésorerie a progressé : +1,0 Md€ pour l'État en raison d'une nouvelle tranche (1,1 Md€) du prêt accordé à la Grèce dans le cadre du FESF, et +4,5 pour les administrations de sécurité sociale (la Cades réalise un placement à échéance de 2,2 Md€ et le FRR acquiert pour 2,3 Md€ de titres négociables).

La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en Mds€)

	2010T3	2010T4	2011T1	2011T2	2011T3
Ensemble des adm. publiques	1452,1	1478,6	1504,8	1527,9	1555,3
dont :					
État	1168,9	1191,6	1207,8	1235,7	1262,8
Org. divers d'adm. centrale	11,4	6,5	4,4	2,3	2,7
Adm. publiques locales	140,5	151,4	147,3	144,4	143,3
Adm. de sécurité sociale	131,3	129,1	145,3	145,4	146,5



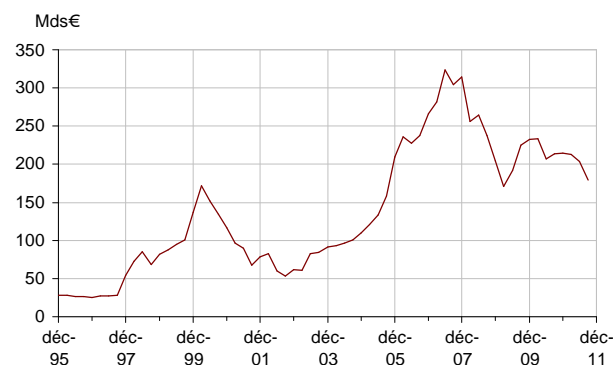
La valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM en forte diminution

Au troisième trimestre 2011, la valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM détenus par les administrations publiques s'élève à 178,9 Md€, en diminution de 25,1 Md€ par rapport au trimestre précédent. Cette forte baisse est pour l'essentiel la conséquence de la chute des cours boursiers à l'été 2011. La valeur des participations de l'État en actions cotées diminue de 14,6 Md€ et celle des Odac de 3,5 Md€. Les détentions des administrations publiques en parts d'OPCVM connaissent également une diminution très sensible (-7,3 Md€), en particulier les administrations de sécurité sociale (-7,2 Md€). Cette évolution est imputable au contexte boursier mais aussi aux cessions d'actifs : le FRR vend ainsi pour 1,3 Md€ de titres d'OPCVM.

Les actions cotées et les OPCVM détenues par les administrations publiques

(en Mds€)

	2010T3	2010T4	2011T1	2011T2	2011T3
Ensemble des adm. publiques	214,2	214,4	213,1	204,0	178,9
dont :					
État	85,2	85,7	84,0	77,9	64,2
Org. divers d'adm. centrale	26,2	25,3	27,4	27,1	23,6
Adm. publiques locales	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Adm. de sécurité sociale	102,1	102,7	100,9	98,2	90,2



Pour en savoir plus :

Au quatrième trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le **PIB annuel en données brutes**. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du **PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables** (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'*Informations Rapides* sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method_idconj_40.pdf
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : [G885](#), [G886](#), [G1310](#),
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : le 31/03/2012 à 8h45